

JEUDI 10 NOVEMBRE 1932.
4^e ANNÉE - N^o 131
LA VÉRITÉ
Organe hebdomadaire
de la Ligue Communiste
(Opposition)
41, rue des Envierges (20^e)
Paraît le Jeudi
PRIX DU NUMÉRO : 0.50
ABONNEMENTS :
Un an 20 francs
Six mois 10 francs
Chèque Postal :
FRANK, 136.855 - PARIS

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

Libérez les révolutionnaires indochinois !
Le gouvernement Herriot-Blum poursuit l'œuvre des bourreaux
La presse garde le silence sur les camarades arrêtés à Saïgon. Un silence rompu seulement par les injures de la presse jaune contre « le communisme qui naît en Indochine sous le nom de trotskysme ». Cependamment le gouvernement d'Herriot soutenu par Blum poursuit l'atroce répression. Non seulement des milliers et des milliers de révolutionnaires dépeignent dans les prisons et les bagnes, mais de nouvelles victimes sont sacrifiées à la défense de l'impérialisme. Le 20 septembre 1932, la Cour criminelle de Mytha a prononcé contre des communistes *par manoeuvres contre la sûreté publique* TROIS CONdamnATIONS A MORT contre Pham van Thien, Thinh Van et Nguyen Van Cau, quatre condamnations aux travaux publics à perpétuité, deux à dix ans, etc... Le sang des révolutionnaires coule encore en Indochine. Des milliers de révolutionnaires attendent notre effort, notre soutien ! Où est l'action suivie de notre parti ? Pourquoi un député communiste n'a-t-il pas encore interpellé Herriot-Blum sur la répression radicale et socialiste en Indochine ? Pourquoi l'Humanité cache-t-elle les nouvelles arrestations de « trotskystes » à Saïgon ? Pourquoi la campagne de meetings pour l'ammistie en Indochine et la désignation d'une délégation ouvrière n'est-elle pas commencée ? Qui défendra les nouveaux condamnés à mort ? **Résolution votée à Courbevoie pour la défense des camarades indochinois :** « Les membres du Comité local du S.R.I. de Courbevoie, réunis le 3 novembre 1932, protestent violemment contre l'arrestation de 15 révolutionnaires indochinois inculpés dans le nouveau complot dit « Complot Trotskyste » ; demandant au Conseil Central du S.R.I. de mener une campagne efficace pour la libération des 15 inculpés, par le canal de la « Défense » et de l'« Humanité », et par des réunions, et ce, en laissant de côté les questions de tendances qui ne devraient pas se faire jour lorsqu'il s'agit de révolutionnaires luttant contre l'impérialisme colonisateur ». *Motion votée à l'unanimité, ainsi qu'une motion envoyée au ministère des Colonies demandant la libération des 15 camarades ainsi que de toutes les victimes de la répression aux Colonies.*

La situation en Allemagne et les succès du Parti Communiste

Après le C. C. N. de la C. G. T. U.

Après les élections au Reichstag

Les traits principaux du scrutin allemand de dimanche ressortent de l'analyse même que nous avons donnée dans les semaines passées. Rappelons d'abord les chiffres obtenus par les principaux partis. Les fascistes, obtenant 11.705.256 voix, perdent 2 millions d'électeurs. La social-démocratie, avec 7.231.404 voix, perd 700.000 électeurs. Le centre et les catholiques bavarois perdent, eux aussi (avec 5.319.917 voix), 400.000 électeurs. Le P.C. gagne 700.000 voix venues pour partie de la social-démocratie et pour partie — la plus faible semble-t-il — du fascisme. Les nationaux-allemands, soutenus par Papen, doublent presque le nombre de leurs voix, qui atteint cette fois le nombre de 3.061.626. Les déplacements de voix sont importants, et il faut en tirer les leçons qu'ils comportent, avant tout parce qu'il est clair pour le premier venu qu'ils n'apportent aucune « solution » du point de vue « parlementaire », ni même du point de vue de la domination bonapartiste-militaire des Papen, Schleicher et Cie. Voyons d'abord quelle est l'appréciation stalinienne.

doit obligatoirement piétiner la social-démocratie. C'est pourquoi la social-démocratie s'accroche désespérément au terrain parlementaire de la République de Weimar. Dans ce sens, l'analyse des résultats électoraux donne à Blum une apparence de justification, qui suffit, comme on le voit, à le satisfaire pleinement : *bien que la social-démocratie ait perdu des centaines de mille de voix*, il considère que le recul parlementaire des nazis, constitue un point de gagné pour la « République de Weimar ». Mais, comme nous le disions, le malheur est que la République de Weimar n'a déjà plus aucune existence réelle, et que pour la bourgeoisie le choix n'existe qu'entre la dictature militaire de Papen-Schleicher, et le fascisme. Nous voilà, grâce aux raisonnements du camarade Berlioz et de Blum, réintroduits au cœur de la question : *il n'y a plus aucune issue dans le sein de la démocratie parlementaire*. Bien entendu, les masses travailleuses, dans leur ensemble, n'ont pas encore compris cette vérité. Incontestablement les gains communistes eux-mêmes sont dus à une certaine persistance des illusions « démocratiques ». Néanmoins, la situation de fait prouve et prouvera à des couches de plus en plus étendues, que la démocratie de Weimar est virtuellement morte. Dans le sens de la révolution prolétarienne, — ou dans celui d'une réaction bourgeoise fasciste, — l'avenir sera tranché en dehors des solutions parlementaires. C'est en ce sens que les résultats électo-

L TROTSKY Le bonapartisme allemand

Les élections au Reichstag soumettront le gouvernement « présidentiel » à un nouvel examen critique. Il est par conséquent nécessaire de remettre en mémoire sa nature sociale et politique. C'est précisément à l'analyse de phénomènes politiques aussi concrets et à première vue « inattendus » que le gouvernement Papen-Schleicher qui la méthode marxiste manifeste ses avantages inestimables. Nous définissons en son temps le gouvernement « présidentiel » comme une variété de bonapartisme. C'est été une erreur de voir dans cette définition le résultat fortuit du désir de trouver un nom connu pour un phénomène inconnu. La décadence de la société capitaliste met à l'ordre du jour le bonapartisme — à côté du fascisme et en liaison avec celui-ci. Nous avions déjà en son temps caractérisé le gouvernement Brüning comme bonapartiste. Plus tard, jetant un coup d'œil en arrière, nous précisions la définition, comme mi ou pré-bonapartiste. Que dirent là-dessus les autres groupements communistes et surtout les groupements de « gauche » ? Attendre de la direction actuelle de l'I.C. la tentative de définir scientifiquement un phénomène politique nouveau serait bien entendu naïf, pour ne pas dire stupide. Les stalinistes ont simplement rangé Papen dans le camp du fascisme. Si Weis et Hitler sont des « jumeaux », on n'a en général pas besoin de se casser la tête sur une bagatelle telle que Papen. C'est la même littérature politique que Marx qualifie de grossière et qu'il nous enseigne à mépriser. Le fascisme est en réalité un des deux camps principaux de la guerre civile. Lorsqu'il tendit la main vers le pouvoir, Hitler exigea avant tout qu'on lui livrât la rue pour 72 heures. Hindenburg refusa cela. La tâche de von Papen-Schleicher est d'écarter la guerre civile en disciplinant amicalement les nationaux-socialistes et en rivalisant le prolétariat aux luttes politiques. Qu'un tel régime soit surtout possible, c'est déterminé par la faiblesse relative du prolétariat. Le SAP se tire de la question du gouvernement Papen comme d'autres questions avec des phrases générales. Les brandiliers, à propos de notre définition, se luttent aussi longtemps qu'il s'agit de Brüning, c'est-à-dire de la période de gestation du bonapartisme. Mais aussitôt que la caractérisation marxiste trouva sa confirmation complète par la théorie et la pratique du gouvernement présidentiel, les brandiliers apparurent avec leur critique : la sage chouette Thalheimer s'en vola aux heures tardives de la nuit. L'Arbeitertribüne de Stuttgart nous enseigne que le bonapartisme qui érige l'appareil militaire-policiers sur la bourgeoisie pour défendre la domination de classe de celle-ci contre ses propres partis politiques doit s'appuyer sur la paysannerie et employer les méthodes de la démagogie sociale. Papen ne s'appuie pas sur la paysannerie et ne présente aucun programme pseudo-radical. Par conséquent, notre tentative de définir le gouvernement Papen comme bonapartiste serait « complètement erronée ». Jugement sévère, mais peu solide. Comment les brandiliers définissent-ils le gouvernement Papen ? Dans le même numéro de la Tribune sont annoncés bien à propos des conférences de Brandler sur le thème : « Dictature des hobereaux monarchistes, dictature fasciste ou dictature prolétarienne ? ». Le régime Papen est, dans cette trinité, présenté comme une dictature monarchiste des hobereaux. Cela est tout à fait digne du Vorwärts et de démocrates vulgaires en général. Que les aristocrates bonapartistes allemands fassent certains petits cadeaux accessoires aux Junkers, c'est indiscutable. Que ces messieurs soient dévoués aux sentiments monarchistes, c'est également connu. Mais c'est le plus pur non-sens libéral de placer l'essence du régime présidentiel dans le monarchisme des Junkers.

Le C.C.N. de la C.G.T.U. a terminé ses travaux. Au moment où nous écrivons nous ne connaissons pas encore le contenu des résolutions les plus importantes qui y ont été approuvées. Il est possible, pourtant, de donner un coup d'œil sur les résultats de la consultation unitaire. La première chose qui saute aux yeux c'est la contradiction nette et flagrante entre l'orientation formelle et flagrante du Congrès de Magic-City. Tandis que le Congrès de Magic-City avait condamné, sur la base des décisions de l'I.S.R. et de ses précédentes assises toute politique de front unique d'organisation à l'organisation, le C.C.N. actuel s'est trouvé, bon gré malgré, en face des propositions de front unique adressées par des fédérations unitaires aux organisations correspondantes de la C.G.T. Quelle que soit la teneur de ces propositions, le fait est qu'elles constituent une rupture de principe avec les positions précédentes de la C.G.T.U. La preuve criante qu'il s'agit bien d'une rupture et non d'une simple « interprétation » différente des positions passées, nous l'avons dans le fait que les dirigeants responsables de la C.G.T.U. ont préféré glisser sur ce problème : c'est à dire de savoir si les propositions de front unique avancées par certaines fédérations unitaires aux organisations cécétiques sont compatibles avec les délibérations de Magic-City, avec les décisions de l'I.S.R. et avec celle du XII Plenum de l'I.C. Mais glisser sur ce thème ne signifie pas seulement commettre une forfaiture politique, mais signifie aussi se rendre prisonniers de nouveaux barrages et se couper la possibilité d'une politique de front unique conséquente. Il est fort probable que devant la menace de la disparition totale et complète, les dirigeants de la C.G.T.U. auraient été disposés à faire quelques pas en avant, mais pouvaient-ils le faire. En réalité sur leurs têtes tournent les toutes récentes résolutions du XII Plenum de l'I.C. qui, avec un solennel mépris de la réalité, confirment et aggravent les positions tactiques prises dans les années précédentes et dont la faillite est éclatante aussi bien en France que dans les autres pays. C'est pourquoi, tous les travaux du C.C.N. se sont déroulés dans la confusion et dans l'équivoque. La politique de la C.G.T.U. doit être changée sur la base de résolutions internationales qui vont justement dans une direction opposée à ce changement. Personne n'y comprend rien, et Monmousseau et Cie moins que tout le monde. Un fait est certain : Tout en changeant sans pouvoir changer, le C.C.N. a laissé passer une situation magnifique pour développer conséquemment une politique de front unique. Comme notre fraction syndicale l'a souligné dans sa lettre publiée dans le dernier numéro de la Vérité, les problèmes qui peuvent mobiliser toute la classe ouvrière en France à l'heure actuelle, sont trois : Défense des salaires, semaine de 40 heures sans diminution des salaires et défense des chômeurs. C'est sur ces trois problèmes que le C.C.N. devait se prononcer de façon claire et c'est sur eux qu'il devait s'appuyer pour diriger la politique de la C.G.T.U. dans la période qui va suivre. Au lieu de positions claires à ce sujet on a eu de petits jeux d'escarmouche. Le C.C.N. s'est séparé sans adresser à la C.G.T. des propositions précises de front unique sur ces 3 points. Pris entre l'enclume des décisions précédentes de la C.G.T.U. et ses organismes internationaux et le marteau de la nécessité d'empêcher l'organisation unitaire de s'effondrer, il est resté à mi-chemin. Jouhaux ne manquera pas de s'en féliciter. Sur le problème de l'unité syndicale la position du C.C.N. était tout à fait pénible. Comment en effet, se présenter comme partisans de l'unité syndicale quelques jours après que le XII Plenum de l'I.C. a donné l'ordre de créer des syndicats « révolutionnaires » même là où la scission syndicale n'était pas consommée jusqu'à maintenant ? Il est bien difficile de combattre pour l'unité syndicale lorsqu'on a pour enseigne la sortie des syndicats réformistes et la constitution de syndicats nouveaux. Nous reviendrons sur le C.C.N. dans le prochain numéro.

Pour les bolcheviks-léninistes déportés !

Résolution votée par l'Assemblée Commémorative d'Octobre 1917
L'Assemblée commémorative d'octobre 1917, réunie le 6 novembre 1932 à l'appel de la Ligue communiste (opposition de gauche), adresse aux combattants d'octobre son salut révolutionnaire et affirme sa solidarité étroite avec eux et avec la Russie Soviétique. Salue le camarade TROTSKY, organisateur avec Lénine et le parti bolchevik de l'insurrection d'Octobre. Salue les camarades RAKOVSKY, SOSNOVSKY et les milliers de bolcheviks intraitables déportés et emprisonnés. Exige leur libération immédiate, le retour du camarade Trotsky dans l'Union Soviétique, et la réintégration des oppositionnels dans l'I.C., au poste de combat le plus avancé contre le capitalisme mondial.

Pour les bolcheviks-léninistes déportés !

On communique de Moscou que la majorité des bolcheviks-léninistes exilés voit son temps d'exil prolongé d'un nouveau délai. CHRISTIAN GEORGEVITCH RAKOVSKY, après près de cinq ans dans l'exil d'Astrakhan et de Sibérie se voit encore de nouveau condamner à deux ans d'exil ; de même est condamné à deux ans supplémentaires d'emprisonnement à l'isolateur de Tobolsk : LEV SEMIONOVITCH SOSNOVSKY.

Notre Assemblée de l'Anniversaire d'Octobre

Le 6 novembre a eu lieu notre assemblée commémorative de l'anniversaire d'octobre 1917. Une bonne réunion, sérieuse et utile. 130 camarades environ étaient présents. Successivement Ribbert, Naville et Gérard étudièrent différents aspects des problèmes résolus par la révolution d'octobre : Les thèses d'avril de Lénine et le « réarmement » du parti bolchevik, la portée internationale d'octobre, la politique de la Nep, la lutte de l'opposition de gauche contre le développement de la théorie du « socialisme dans un seul pays », enfin les résultats du plan quinquennal de Staline. Le succès de cette réunion montre la nécessité de tenir ultérieurement de nouvelles réunions sur le même sujet, où la contradiction pourra être soutenue par les stalinistes. Un ordre du jour fut adopté, que nous publions en première page. Il faut seulement se prononcer contre à la contre-épreuve.

raux ne peuvent pas être correctement appréciés indépendamment des relations de classe dans le pays, en dehors de l'arsenal parlementaire. De ce point de vue, soulignons quelques points principaux : 1° La participation au scrutin électoral a faibli. Près de 2 millions d'électeurs se sont abstenus. Il y a là une indication importante. Car, dans une telle période de lutte de classe aigüe, l'abstention électorale ne signifie pas la passivité dans l'activité générale de classe. Loin de là. D'autre part, il est probable que les abstentionnistes se sont recrutés pour une large part dans les éléments déclassés de la petite bourgeoisie, paysanne, etc. Il s'agit d'éléments qui, absents d'un scrutin électoral, peuvent néanmoins jouer un rôle actif précisément à la suite du mouvement fasciste. Loin de signifier une « apathie » de la population, cet abstentionnisme est le signe d'une réaction politiquement amorphe contre les espérances parlementaires, une manifestation de désespoir social. Mais, dans les conditions présentes, ce désespoir n'équivaut nullement à la passivité. 2° La disposition des partis dans le nouveau Reichstag montre clairement le jour l'impossibilité de constituer une « majorité parlementaire ». Ainsi, ces nouvelles élections ne peuvent qu'accélérer le processus de décomposition de la démocratie bourgeoise. Pour employer l'expression du camarade Trotsky, la situation reste « sur le tranchant de la lame ». L'instabilité profonde du gouvernement bonapartiste est mis en pleine lumière. D'autre part, la nouvelle affirmation des forces hostiles à la dictature militaire (prolétariat, alle fasciste bourgeoise et petite bourgeoisie), place von Papen, s'il veut se maintenir, devant la nécessité d'engager une offensive contre les masses profondes de la population. (Voir la suite page 2)

« Hitler est désormais exclu du pouvoir ; il est même exclu, si je puis dire, de l'espérance du pouvoir ». Et, bien entendu, d'après lui, c'est la social-démocratie qui a vaincu Hitler : « Entre Hitler et le pouvoir une barrière infranchissable est dressée. Et cet échec définitif du racisme est, par excellence, la victoire de la social-démocratie ». Dans le recul parlementaire d'Hitler, Blum voit le fruit de la tactique social-démocrate du « moindre mal » ; ainsi, remarque-t-il, a réussi la tactique des « actes et inactions (!) qui ont le plus surpris et le plus ému l'opinion française. » Evidemment, c'est Léon Blum, et non Berlioz, qui est dans la logique de sa position fondamentale. Pour les social-démocrates, le problème consiste à sauver la bourgeoisie, sur le terrain de la « démocratie » capitaliste. Seulement, il se trouve que précisément pour tenter de sortir de ses contradictions, le capitalisme allemand

LE 11 NOVEMBRE

Tous à Vincennes !

La « Ligue Communiste » appelle tous ses adhérents et sympathisants à participer à la manifestation de Vincennes. Nous ne reviendrons pas sur notre critique de principe d'une semblable manifestation ; c'est un faux pas dans la voie du front unique ; c'est une défiguration de ce qui aurait pu être une manifestation contre la guerre impérialiste préparée par une campagne des organisations révolutionnaires du prolétariat (P.C., C.G.T.U.) invitant toutes les organisations ouvrières à une action concertée. Le fait que pour une mobilisation d'une semblable portée, le Parti cède le premier rôle au Comité d'Amsterdam, est une lourde faute de principe, quant à la tactique, cela permet aux social-patriotes de masquer leur sabotage de toute action contre la guerre derrière des prétextes formels. Nous pensons que le Parti doit transformer cette manifestation nettement pacifiste et pacifique en manifestation révolutionnaire, pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Les oppositionnels devront prendre leur place dans le rang des organisations ouvrières auxquelles ils appartiennent et se conformer aux mots d'ordre de ces organisations.

Le Secrétariat.

Pour le soutien de « La Vérité »

CAMARADES LECTEURS ! Nous avons un mois de retard dans la publication de nos comptes ; l'absence de notre camarade Frank en est la principale cause. Nous publierons dans notre prochain numéro la liste des souscriptions d'octobre et de septembre. Le résultat brut laisse apparaître dans l'ensemble un relâchement très net des souscriptions. Quelques camarades, au contraire, ont marqué une persévérance et une régularité louables. Mais ce n'est pas suffisant pour assurer à notre « VÉRITÉ » hebdomadaire la stabilité matérielle nécessaire. Il ne faut négliger aucune forme de votre appui ! SOUSCRIVEZ ! Rassemblez des souscriptions, des abonnements. ENVOYEZ VOTRE OBOLE, MÊME MODESTES, POUR QUE VIVE NOTRE VÉRITÉ !

« Hitler est désormais exclu du pouvoir ; il est même exclu, si je puis dire, de l'espérance du pouvoir ». Et, bien entendu, d'après lui, c'est la social-démocratie qui a vaincu Hitler : « Entre Hitler et le pouvoir une barrière infranchissable est dressée. Et cet échec définitif du racisme est, par excellence, la victoire de la social-démocratie ». Dans le recul parlementaire d'Hitler, Blum voit le fruit de la tactique social-démocrate du « moindre mal » ; ainsi, remarque-t-il, a réussi la tactique des « actes et inactions (!) qui ont le plus surpris et le plus ému l'opinion française. » Evidemment, c'est Léon Blum, et non Berlioz, qui est dans la logique de sa position fondamentale. Pour les social-démocrates, le problème consiste à sauver la bourgeoisie, sur le terrain de la « démocratie » capitaliste. Seulement, il se trouve que précisément pour tenter de sortir de ses contradictions, le capitalisme allemand

L. TROTSKY

LES « KORNILOV » ESPAGNOLS ET LES « STALINISTES » ESPAGNOLS

Comme par le passé, la Pravda se fait sur l'Allemagne. Mais pour la peine elle a inséré le 9 septembre un article sur l'Espagne. L'article est au plus haut point instructif. Il est vrai qu'il ne joue qu'un rôle indirect sur la révolution espagnole. Mais en revanche, il éclaire lumineusement les convulsions politiques de la bureaucratie staliniste.

L'article dit : « Après la défaite de la grève générale de janvier, les trotskystes (ici suite des rituelles insultes L. T.) affirmeront que la révolution était défilée et que la période des échecs était venue ». Cela est-il juste ? Si l'existence en Espagne de tels révolutionnaires qui en janvier de cette année se préparaient à entamer la révolution, ces derniers n'ont et ne peuvent rien avoir de commun avec l'opposition de gauche. Une révolutionnaire ne peut reconnaître la période révolutionnaire comme terminée que lorsque les indices objectifs ne laissent place à aucun doute. Seuls peuvent faire des prognoses pessimistes sur la base d'un attachement de l'état d'esprit, de pitoyables impressionnistes et non des bolcheviques-léninistes.

Dans notre brochure « La révolution espagnole et les dangers qui la menacent », nous avons examiné le problème de la ligne de développement général de la révolution espagnole et de ses rythmes possibles. La révolution russe de 1917 a mis 8 mois pour atteindre son point culminant. Mais ce délai n'est nullement obligatoire pour la révolution espagnole. La grande révolution française n'a donné le pouvoir aux jacobins qu'au bout de 4 ans. L'une des causes du lent développement de la révolution française résidait dans le fait que la révolution française ne s'est formée que sous le feu de événements. Ces conditions existent en Espagne ; au moment de la révolution républicaine le P.C. se trouvait dans les langages. C'est pour cela, comme pour d'autres raisons que nous considérons comme vraisemblable que la révolution espagnole se développera lentement par toute une série d'étapes, y compris sur l'étape parlementaire.

Nous rappelons à cette époque que l'orbite de la révolution est portée des hauts et des bas. L'art de la direction consiste à ne pas commander l'offensive au moment de la vague de reflux et à ne pas régler au moment du flux. Pour cela, il est nécessaire avant tout de ne pas identifier les oscillations de la conjoncture particulière de la révolution avec son orbite fondamentale.

Après la défaite de la grève générale de janvier, il était évident qu'on avait à faire à un reflux partiel de la révolution en Espagne. Seuls les bavards et les aventuriers peuvent ignorer le reflux. Mais parler de liquidation de la révolution à propos d'un abaissement partiel, seuls peuvent le faire des froussards et des déserteurs. Les révolutionnaires parlent les derniers du champ de bataille. Celui qui entre la révolution vivante mérite lui-même le peloton d'exécution.

L'affaiblissement et l'accalmie partielle de la révolution espagnole ont donné une impulsion à la contre-révolution. De tels changements dramatiques s'observent dans chaque révolution. Après la défaite dans une grande bataille les masses reculent et se calment. La direction insuffisamment trempée se encline à exagérer souvent l'ampleur de la défaite. Tout cela donne du courage à l'aile extrême de la contre-révolution. Tel est la mécanique politique de la tentative monarchiste du général Sanjurjo. Mais c'est particulièrement l'intervention de l'ennemi le plus mortel du peuple sur l'arène qui réveille la masse comme un coup de fouet. Il n'est pas rare que la direction révolutionnaire soit surprise dans un tel cas à l'improviste.

« La rapidité et la facilité de la liquidation de la révolution du général — écrit la Pravda — montre que les forces de la révolution ne sont pas brisées. L'ascension révolutionnaire a reçu dans les événements du 10 août une nouvelle poussée ». Ceci est parfaitement juste. On peut même dire que c'est la l'unique passage juste de tout l'article.

Le parti communiste officiel espagnol a-t-il été surpris par les événements à l'improviste ? On est forcé de répondre affirmativement en ne s'appuyant exclusivement que sur le témoignage de la Pravda. L'article est intitulé : « Les ouvriers vainquent le général ». Evidemment, sans l'intervention révolutionnaire des ouvriers contre le coup d'Etat monarchiste, on eût été contraint d'envoyer en exil non pas Sanjurjo, mais Zamora. En d'autres termes, au prix de son héros et de son sang, les ouvriers ont aidé la bourgeoisie républicaine à retenter le pouvoir dans ses mains. Faisant semblant de ne pas s'apercevoir de cela, la Pravda écrit : « Le P.C. mena sa lutte... contre le coup d'Etat de droite

de telle façon qu'il ne donna même pas l'ombre d'un soutien au gouvernement contre-révolutionnaire actuel ». A quoi tend le P.C. officiel, c'est là un problème particulier. Il ne s'agit actuellement que des résultats de ses efforts. L'aile des propriétaires monarchistes essayait de dissoudre l'aile républicaine, bien que (grâce à) les républicains prenaient soin en général, de ne pas se disputer avec les monarchistes. Mais sur la scène intervient le prolétariat. « Les ouvriers battent le général ». Les monarchistes vont en exil, et la bourgeoisie républicaine reste au pouvoir. Comment peut-on, en présence de tels faits, affirmer que le P.C. n'a pas donné « l'ombre d'un soutien » au gouvernement contre-révolutionnaire actuel ?

De ce qui a été dit, découle-t-il que le P.C. devait se laver les mains en face du conflit entre les monarchistes et la bourgeoisie républicaine ? Une telle politique eût été un suicide, c'est ce que montra l'expérience des censurés bulgares en 1923. Mais, intervenant dans une lutte décisive contre les monarchistes, les ouvriers espagnols pouvaient ne pas donner une aide momentané à leur ennemi, la bourgeoisie républicaine, que dans un seul cas : s'ils eussent été eux-mêmes assez forts pour prendre le pouvoir. En août 1917 les bolcheviques étaient de beaucoup plus forts que les communistes espagnols en août 1932. Mais les bolcheviques eux-mêmes n'eurent pas la possibilité de conquérir le pouvoir indépendamment dans la lutte contre Kornilov. Grâce à la victoire des ouvriers sur les korniloviens le gouvernement de Kerensky dura encore deux mois. Nous rappellerons encore une fois que des bataillons de marins bolcheviques gardaient le Palais d'Hiver de Kerensky contre Kornilov.

Le prolétariat espagnol se montra suffisamment fort pour vaincre la révolte des généraux, mais trop faible pour prendre lui-même le pouvoir. Dans de telles conditions, la lutte héroïque des ouvriers ne pouvait pas ne pas fortifier ne serait-ce que provisoirement, le gouvernement républicain. Seuls des écrivains qui remplacent l'analyse des événements par des phrases estampillées sont capables de le nier.

Le malheur de la bureaucratie stalinienne est qu'elle ne voit pas — en Espagne comme en Allemagne — les contradictions fécales qui existent dans le camp ennemi, c'est-à-dire les classes vivantes et leur lutte. Le « fasciste » Primo de Rivera est remplacé par le « fasciste » Zamora, allié aux « social-fascistes ». Il n'est pas étonnant qu'avec une telle théorie l'intervention des masses dans le conflit entre les monarchistes et les républicains ait pris les stalinistes à l'improviste. Suivant leur juste instinct, les masses se sont jetées dans la lutte, entraînant avec eux les communistes. Après la victoire des ouvriers sur les généraux la Pravda se mit à recueillir les débris de sa théorie, pour en recoller les morceaux comme si rien ne s'était passé. C'est en cela que consiste principalement le sens de la fanfaronade stupide selon laquelle le P.C. n'aurait, paraît-il, pas donné « l'ombre d'un soutien » au gouvernement bourgeois.

Mais en réalité, le P.C. non seulement a donné un appui objectif au gouvernement, mais, comme on le voit par l'article lui-même, n'a pas su se différencier subjectivement de lui. A ce propos, nous lisons : « On n'a pas réussi à montrer suffisamment la véritable figure du P.C. dans toutes les cellules du parti, comme dans toutes les organisations de la province et à l'opposer aux manœuvres des social-fascistes et des républicains, démontrant ainsi que le parti lutte non seulement contre les monarchistes mais aussi contre le gouvernement « républicain » qui couvre les monarchistes ». Partout la littérature stalinienne ou connaît suffisamment ce que signifient à l'occasion les mots « pas dans toutes les cellules », « pas dans toutes les organisations », etc... C'est voler la lacheté de sa pensée. Lorsque le 15 février 1928, Staline reconnaît le premier que le Koulak n'était pas une invention de l'opposition de gauche, il écrivit dans la Pravda : « Dans quelques rayons, dans certaines provinces... le koulak a surgi. Comme les fautes ne proviennent que des exécutants, elles ne peuvent évidemment surgir que dans quelques endroits ». Le parti n'équivaut ainsi qu'à la somme des groupes provinciaux.

En réalité la citation que nous venons de donner, si on la débarrasse de ses chicanes bureaucratiques, signifie : dans sa lutte contre les monarchistes le parti n'a pas su : « découvrir son visage ». Il n'a pas su s'opposer aux « social-fascistes » et aux républicains. En d'autres termes, le parti a non seulement donné un appui militaire provisoire au gouvernement bourgeois et social-démocrate mais n'a pas su se renforcer à leur dépens dans le processus de la lutte.

La faiblesse du P.C. espagnol qui est le résultat de la politique des épigones de M.C. n'a pas permis, le 10 août 1932 au prolétariat d'étendre la main sur le pouvoir. En même temps, le parti fut contraint de prendre à bras armés la lutte, comme aile gauche du front général provisoire, à l'aile droite duquel se trouvait la bourgeoisie républicaine. La coalition dirigeante n'a pas oublié une seule minute de montrer son « visage », enrayant la lutte, brisant les masses, et, immédiatement, après la victoire sur les généraux, elle passa à la lutte contre les communistes. En ce qui concerne les stalinistes espagnols, ils n'ont pu, selon les témoignages des stalinistes russes, démontrer que « le parti lutte non seulement contre les monarchistes, mais aussi contre le gouvernement « républicain ».

C'est là le cœur de la question. La veille des événements le parti barbouillait tous les ennemis du même noir de fumée. Au moment de l'acuité de la lutte, elle s'est elle-même teinturée de la couleur de l'ennemi, égare provisoirement dans le front républicain-social-démocrate. Seul peut s'en donner celui qui, jusqu'à maintenant n'a pas compris l'origine du centrisme bureaucratique. En théorie, le centrisme peut employer ici ce mot ! Il s'assure contre les déviations bureaucratiques par cela même qu'il se refuse en général à toute différenciation politique et de classe : Hoover, Papen, Vandervelde, Gandhi, Rakovsky, tous sont « des contre-révolutionnaires », « des fascistes », « des agents de l'imperialisme ». Mais chaque changement brusque dans les événements, chaque nouveau pétillement force pratiquement les stalinistes à entrer en lutte contre un ennemi, à se mettre à genoux devant les autres « contre révolutionnaires » et « fascistes ».

Devant le danger de guerre les stalinistes votent à Amsterdam une résolution diplomatique, prudente et invertebrée du général von Schoenfeldt, le franc-maçon français et le bourgeois hindou Patel, pour qui Gandhi représente le summum de l'idéal. Au Reichstag allemand, les communistes déclarent subitement qu'ils sont prêts à voter pour le président « social-fasciste », afin de ne pas permettre un président national-fasciste, c'est-à-dire, qu'ils se placent totalement sur le terrain du « moindre mal ». En Espagne les stalinistes se montrèrent, à la minute du danger, incapables de s'opposer à la bourgeoisie républicaine. N'est-il pas clair que nous avons à faire ici, non pas à des fautes occasionnelles, à des cellules « particulières », mais au vice organique du centrisme bureaucratique ? L'intervention de la masse ouvrière dans le conflit de deux camps d'exploiteurs, a donné une sérieuse poussée en avant à la révolution espagnole. Le gouvernement Azana se trouve contraint d'édicter la confiscation de la terre des châtelaïnes espagnols, mesure dont quelques semaines auparavant il était éloigné autant que de la voie laïcité. Si le P.C. avait remarqué les différences entre les classes réelles et leur groupement politique, s'il eût prévu la marche réelle des événements, s'il eût critiqué et dévoilé ses ennemis sur la base de leurs péchés et crimes réels, alors les masses eussent vu dans la nouvelle réforme agraire du gouvernement Azana, le résultat de la politique du P.C. et se seraient dit : il faut aller de l'avant avec plus d'énergie sous sa direction.

Si le P.C. allemand s'engageait sûrement et décidément sur la voie du front unique à laquelle l'appelle toute l'humanité, et critiquait les sociaux-démocrates, non pour leur fascisme, mais pour leur faiblesse, leur oscillation, leur lâcheté, dans la lutte contre le bonapartisme et le fascisme, alors les masses auraient appris dans la lutte commune et par les critiques et se placeraient plus décidément derrière le P.C.

En présence de la politique actuelle de M.C., les masses se convainquent à chaque nouveau tournant des événements que non seulement les ennemis, les adversaires de classe ne font pas ce que les communistes avaient prédit, mais le P.C. lui-même se détourne à la minute décisive de tout ce qu'il avait enseigné. C'est pourquoi la confiance dans le P.C. ne se renforce pas. Et c'est pourquoi nait en partie le danger que la réforme agraire mitigée d'Azana, ne profite qu'à la bourgeoisie et non au prolétariat.

En présence de conditions favorables, exceptionnelles et heureuses la classe ouvrière peut vaincre, même avec une mauvaise direction. Mais des conditions particulièrement favorables se rencontrent rarement. Le prolétariat doit apprendre à vaincre dans des conditions moins favorables. En outre, la direction de la bureaucratie stalinienne, comme en témoigne l'expérience de tous les pays, et comme le confirme l'expérience de chaque nouveau mois, empêche le communisme d'utiliser les circons-

stances favorables, de renforcer ses rangs et de manœuvrer activement, se reconnaître dans les groupements ennemis, à demi ennemis et les forces alliées. En d'autres termes la bureaucratie stalinienne est devenue la plus importante entrave intérieure sur la voie de la victoire de la révolution prolétarienne.

L. Trotsky.

Prinkipo, 20 septembre 1932.

Après les élections au Reichstag

(Suite de la page 1).

A ce propos, on doit souligner l'incapacité complète des centristes à lier la situation actuelle de Hitler à celle du gouvernement de von Papen, c'est-à-dire au fond à comprendre les rapports réciproques au sein de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Berlioz nous affirme qu'Hitler est battu. Très bien ; mais même en l'admettant, quelle est maintenant la situation de von Papen ? Est-il renforcé ? Si oui, cela devrait signifier, d'après Berlioz, que le « fascisme » (Papen) a remporté une victoire sur... le fascisme ! Quant à l'attitude du P.C. vis-à-vis de Papen, Berlioz passe la question sous silence.

3° Quel est le sens de la perte de 2 millions de voix par les nazis ? Toute la presse de gauche (y compris l'Human) voit en cela l'échec définitif d'Hitler. La presse réactionnaire est plus circonspecte. Les éléments favorables au cabinet des Barons escamotaient cette perte fasciste de 30, 40 %, et même plus. En réalité, le déchet n'est que de 12 %. Incontestablement, il s'agit là d'un recul. Mais quel est le sens de ce recul ?

Le fait est qu'engagé dans une lutte contre les communistes, la social-démocratie, et l'appareil gouvernemental de Hindenburg, revendiquant l'intégralité du pouvoir pour son Parti, Hitler maintient en sa faveur un bloc de 12 millions de voix. Et ces voix ont une valeur aussi en dehors de l'arène parlementaire. En ce sens, on doit affirmer que les résultats maintenus par le fascisme continuent à faire de lui l'ennemi le plus dangereux de la révolution prolétarienne, la réserve suprême de la bourgeoisie. Et cela est pleinement confirmé par le fait qu'au lendemain des élections Hindenburg propose 3 nouveau la constitution d'un « front national » englobant les nazis, c'est-à-dire en fin de compte subordonné à eux.

Le fascisme agit grâce à une démagogie forcée qui lui permet d'enchaîner en sourdine des masses ruinées, exaspérées, rejetées dans la misère, au char du capital financier. Il est certain que son piètement devint lui faire perdre des sympathies qui se sont reportées, prolétariennes sur le P.C., et bourgeoises sur le parti Hugenberg. Mais le fait que pendant 5 mois de dictature Papen-Schleicher, ce bloc fasciste de 12 millions de voix ait maintenu ses positions et ses aspirations, montre qu'il est funeste de juger l'évolution des rapports de classes en se basant sur l'estimation psychologique et non sur les rapports collectifs économiques et sociaux concrets.

Précisément dans les rangs réformistes — et aussi dans les rangs communistes, persistait cette idée superficielle qu'après le 20 juillet et le maintien au pouvoir du gouvernement Papen, le fascisme se « dégoûterait » irrésistiblement. Pour ces songe-créux, les élections du 6 novembre 1932 sont au fond une cruelle désillusion.

4° La posture déclinante de la social-démocratie doit aussi être mise en lumière. Incontestablement, des couches ouvrières se sont déplacées vers le communisme, alors que les cadres, les fonctionnaires, les couches petites bourgeoises s'accrochent désespérément aux négociations entre Braun et le docteur Bracht.

Quant au Parti Socialiste Ouvrier, il a été littéralement laminé entre le P.C. et la social-démocratie.

La leçon qu'il faut tirer de cette situation de la social-démocratie, c'est qu'une véritable et persistante tactique de front unique de la part du P.C. contribuerait dans une mesure immense à la désagrégation véritable-

Prinkipo, 20 septembre 1932.

ment. Et à cela, il faut ajouter que cette tactique agirait à son tour bien plus fortement sur les ouvriers engagés à la suite des nazis.

6° En fin de compte, quelle est l'importance du gain réalisé par le P.C. ? 700.000 voix représentent un déplacement important, d'autant plus qu'il survient après des mois d'une répression féroce contre le mouvement communiste. Mais, il ne s'agit là que d'un déplacement de voix en faveur d'un renforcement parlementaire du parti. Berlioz écrit, nageant en ce moment en plein crétinisme parlementaire : 6 millions de voix, cela fait demain « 6 millions de grévistes » ! Quelle grossière erreur ! Déjà lors des précédentes élections, le P.C. groupait 5.200.000 voix. Néanmoins, le 20 juillet, les 700.000 électeurs communistes de Berlin ne levèrent pas le plus petit doigt.

Après ces élections, le P.C., avec plus de 800.000 voix, est le premier parti à Berlin. Cela signifie évidemment qu'un courant de sympathie se développe en faveur du communisme, en faveur de la révolution prolétarienne. C'est là un fait d'importance, mais qu'il faut savoir apprécier correctement.

Dans la balance électorale, ces 6 millions de voix communistes en Allemagne sont encore des voix qui se manifestent à l'occasion d'élections à un organisme qui n'existe presque plus en réalité — le Reichstag. La signification des voix recueillies dans des consultations populaires pour les organismes qui seraient l'embryon de la domination prolétarienne (comités d'usines, comités de grève, etc...) aurait infiniment plus d'importance. Or, la situation « pose avec urgence la nécessité d'entraîner ce courant dans la voie de la qualité du pouvoir, c'est-à-dire de la constitution de tels organismes de front unique, élus démocratiquement, sur lesquels les ouvriers puissent appuyer leur lutte contre la bourgeoisie.

Malheureusement, les staliniens ne se préoccupent pas de cela. Aucun mot d'ordre concret d'action n'est lancé, aucune perspective ne lie le prolétariat à l'engagement d'une action décisive pour le renversement de la bourgeoisie.

Répetons le nettement : les succès obtenus par le parti montrent sans réplique que, ne pas s'orienter vers les perspectives de la révolution, ne pas comprendre que l'heure de l'offensive a sonné, qu'il faut réviser la tactique du front unique de façon à gagner la majorité des masses ouvrières — équivaut à prolonger l'existence de la bourgeoisie, à tolérer la venue du fascisme au pouvoir, à préparer le prolétariat à l'écrasement.

Le centrisme a déjà beaucoup fait pour égarer la révolution en Allemagne. La pression impérieuse des prolétaires, l'action hardie, la netteté de vue de l'opposition de gauche doivent faire l'essentiel pour liquider le centrisme et restaurer l'orientation marxiste dans le Parti.

BARBUSSE SE TAIT !

Nous avons publié la semaine dernière l'appel de la Commission Exécutive de l'Association Générale des Mutilés de Grèce (que nous avons par erreur signée de la C. E. « de l'opposition de gauche grecque »), ou sont relatées toutes les persécutions dont nos camarades sont l'objet pour leur campagne et leur participation au Congrès d'Amsterdam. Dans cet appel nos camarades relèvent la fin d'un article du journal stalinien officiel où la rédaction se félicite des poursuites : Les bras de la liberté les attendent... La pointilleuse rédaction de l'organe dont le directeur et dont le député « social fasciste » Moret est devenu le propriétaire reconnu : Moret ne souffre mot de cette affaire, pas une ligne pour protester contre les poursuites du gouvernement grec ! Comment juger ce silence ?

L. Trotsky.

Dans l'estimation de la « puissance » du gouvernement présidentiel, on ne doit pas oublier la circonstance que si le capital financier se trouve derrière Papen, cela ne signifie nullement qu'il tombera avec lui. Le capital financier possède des possibilités incomparablement plus grandes que Hindenburg-Papen-Schleicher. Lors d'une accentuation des contradictions, il reste la réserve du fascisme pur. Lors d'une atténuation des contradictions, on peut reculer sur une ligne d'un parlementarisme « rationalisé ». Le capital financier manœuvrera aussi longtemps que le prolétariat ne lui posera pas le genou sur la poitrine. Combien de temps manœuvrera Papen sera montré dans un avenir proche.

Jusqu'à ce que ces lignes atteignent la presse, les élections au Reichstag seront déjà passées. La nature bonapartiste du gouvernement « antifrançais » se manifestera inévitablement avec une netteté nouvelle mais aussi dans toute sa faiblesse. Là-dessus, nous reviendrons plus tard.

Prinkipo, le 30 octobre 1932.

Le bonapartisme allemand

(Suite de la page 1)

néral Bonaparte venu de Corse. La chose n'est pas très différente avec le libéralisme et toutes les autres notions générales de l'histoire. Mais si l'on parle du bonapartisme par analogie, on doit par conséquent montrer quels sont ceux de ses traits qui ont dans les conditions historiques données trouvé leur expression la plus complète.

Le bonapartisme allemand actuel est d'un caractère extrêmement compliqué et pour ainsi dire combiné. Le gouvernement, Papen, serait impossible sans le fascisme. D'un autre côté, toutefois le fascisme n'est pas au pouvoir. Et le gouvernement Papen n'est pas le fascisme. D'autre part, le gouvernement Papen, du moins dans sa forme actuelle, serait impossible sans Hindenburg, qui malgré la défaite finale de l'Allemagne dans la guerre incarne dans la mémoire de larges couches populaires les grandes victoires de l'Allemagne et symbolise son armée. La réaction de Hindenburg avait tous les signes d'un « plébiscite ». Pour Hindenburg votèrent plusieurs millions d'ouvriers de petits-bourgeois et de paysans (social-démocratie et parti du Centre). Ils n'apercevaient nullement en lui un programme politique quelconque. Ils voulaient avant tout éviter la guerre civile et élevèrent sur leurs épaules Hindenburg comme arbitre suprême de la nation. C'est là-même la fonction la plus importante du bonapartisme : en s'élevant au-dessus des deux camps belligérants pour protéger l'ordre et la propriété, il réprime au moyen de l'appareil militaire policier la guerre civile, empêche celle-ci ou ne permet pas sa réinvasion. Si on parle du gouvernement Papen, on ne doit pas oublier sur qui s'étend la bénédiction de la

social-démocratie ; le caractère combiné du bonapartisme allemand a trouvé son expression en ce que deux grands partis indépendants s'acquiescent à sa place et en sa faveur du travail démagogique de la conquête des masses : la social-démocratie et le national-socialisme. Qu'ils furent tous deux étonnés des résultats de leur travail, cela ne change absolument rien à la chose.

La social-démocratie affirme que le fascisme est un produit du communisme. Cela est juste dans la même mesure que le fascisme ne serait pas nécessaire sans accentuation de la lutte de classes, sans prolétariat révolutionnaire, sans crise du système capitaliste. La théorie servile des Weis, Hilferding, Otto Bauer ne peut avoir un autre sens. Oui, le fascisme est une réaction de la société bourgeoise contre la révolution prolétarienne menaçante. Mais précisément parce que ce danger n'est pas immédiat aujourd'hui, les classes dominantes entreprennent la tentative d'éviter la guerre civile par la dictature bonapartiste.

Parmi leurs objections contre notre caractérisation du gouvernement Hindenburg-Papen-Schleicher, les brandlériens en appellent à Marx et expriment ironiquement leur espérance que son autorité a aussi de la valeur pour nous. On peut difficilement tomber plus pitoyablement dans le fossé. Marx et Engels n'ont pas salement écrit au sujet du bonapartisme des deux Bonaparte mais aussi au sujet d'autres de ses variétés. Environ depuis l'année 1864, ils ont à maintes reprises mis sur le même pied le régime « national » de Bismarck et le bonapartisme français. Et cela quoique Bismarck ne fut pas un démagogue pseudo-radical et, autant que nous le sachions, ne s'appuya pas sur les

paysans. Le chancelier de fer arriva au pouvoir non par un plébiscite mais il fut nommé par son roi légitime dynastique. Et cependant, Marx et Engels ont raison. Bismarck exploita de manière bonapartiste la contradiction entre les classes possédantes, et le prolétariat croissant, surmonta ainsi l'antagonisme au sein des classes possédantes, entre les Junkers et la bourgeoisie et érigea l'appareil militaire policier au-dessus de la nation. La politique de Bismarck est précisément cette tradition à laquelle se réfèrent les « théoriciens » du présent bonapartisme allemand. Toutefois Bismarck a à sa manière résolu le problème de l'unité et de la puissance extérieure de l'Allemagne. Par contre, Papen ne fait pour le moment que promettre d'atteindre « l'égalité de droit » pour l'Allemagne sur l'arène internationale. La différence n'est pas mince. Mais avons-nous jamais songé à affirmer que le bonapartisme de Papen soit du même calibre que le bonapartisme de Bismarck ? Napoléon III aussi ne fut qu'une parodie de son prétendu oncle.

La référence à Marx a, comme nous le voyons, un caractère manifestement irréfutable. Que Thalheimer n'ait pas saisi la dialectique révolutionnaire du marxisme, nous l'avions déjà depuis longtemps deviné. Cependant, nous devons avouer que nous pensions qu'il convenait du moins les écrits de Marx et Engels. Profondément l'occasion pour rectifier notre erreur.

Rejeté par les brandlériens, notre caractérisation du gouvernement présidentiel a trouvé une confirmation extrêmement nette d'un endroit complètement inattendu mais dans son genre tout à fait « autorisé ». A l'occasion de la dissolution du « Reichstag de cinq jours », la DAZ (x) cite dans un grand article du 28 août l'ouvrage de Marx « Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte ». Et dans quel but ? Ni plus ni moins pour démontrer le droit historique et politique du président du Reich à poser sa botte sur la nuque de la représentation populaire. L'organe de l'industrie lourde se risque dans une minute difficile à boire

(1) Deutsche Allgemeine Zeitung

L'AMNISTIE-TROMPERIE DE MUSSOLINI et sa signification politique

Après tant de clameurs la « montagne » fasciste vient d'enfanter d'une ridicule souris d'Amnistie. On a déjà vu dans l'énorme disproportion entre le langage fait autour de cette amnistie (d'abord en l'honneur, ensuite en la rendant publique), et sa véritable étendue — très limitée, très dérisoire — une première signification politique. Nous devons, moins hâtivement, faire le point des « bacchantes » avec lesquelles le fascisme italien — pour étouffer la petite bourgeoisie à l'intérieur du pays et l'opinion « publique » internationale — a voulu entourer le déclin du régime des chemises noires à la fin de son « décadent ».

Ses fêtes terminées, les feux d'artifices éteints, on aperçoit plus nettement la réalité crue : une réalité triste et assez inquiétante pour la bourgeoisie italienne, qui par ses oscillations, par ses « doutes sur l'avenir sombre, manifeste sa confiance réduite dans la possibilité pour le régime de surmonter les difficultés de la crise mondiale. « L'Amnistie » — comme elle avait été conçue — devait, en effet, constituer une espèce de pont entre le passé et une « nouvelle étape » ; un passage qui devait permettre au régime de revenir sur son chemin, en essayant la « conciliation » avec la fraction de la classe bourgeoise et petite bourgeoisie qui forme la base du « concentrationnisme » (libéral-démocratique), dont le siège est à Paris. Autrement dit, l'Amnistie avait été lancée comme un appel direct aux anti-fascistes émigrés démocrates, pour leur « insertion » dans le régime.

Mussolini lui-même, dans son discours à Turin, s'est adressé « à ceux d'outre-frontière », pour qu'ils reconnaissent « le fait accompli ». Mais cette fois aussi, la mécanique de la lutte des classes s'est révélée plus forte que le désir — des deux côtés — d'établir une « trêve » ou un « compromis ». De la même façon que, déjà au commencement de la période de déclin aussi, toute tentative de « combiner » la « démocratie » avec le « fascisme » s'avère illusoire. Cela ne veut pas dire que des efforts ne seront pas répétés dans cette voie. Certes — et les événements en Espagne l'ont tout récemment prouvé — il n'est pas facile de « revenir en arrière » sans provoquer ainsi des mouvements populaires, avec lesquels il faut compter.

Pour l'instant, nous n'avons qu'une tentative pour « retourner sur ses propres pas » de la part du régime, c'est la tentative de « conciliation » avec le « fascisme » s'avère illusoire. Cela ne veut pas dire que des efforts ne seront pas répétés dans cette voie. Certes — et les événements en Espagne l'ont tout récemment prouvé — il n'est pas facile de « revenir en arrière » sans provoquer ainsi des mouvements populaires, avec lesquels il faut compter.

Après tant de clameurs la « montagne » fasciste vient d'enfanter d'une ridicule souris d'Amnistie. On a déjà vu dans l'énorme disproportion entre le langage fait autour de cette amnistie (d'abord en l'honneur, ensuite en la rendant publique), et sa véritable étendue — très limitée, très dérisoire — une première signification politique. Nous devons, moins hâtivement, faire le point des « bacchantes » avec lesquelles le fascisme italien — pour étouffer la petite bourgeoisie à l'intérieur du pays et l'opinion « publique » internationale — a voulu entourer le déclin du régime des chemises noires à la fin de son « décadent ».

Après tant de clameurs la « montagne » fasciste vient d'enfanter d'une ridicule souris d'Amnistie. On a déjà vu dans l'énorme disproportion entre le langage fait autour de cette amnistie (d'abord en l'honneur, ensuite en la rendant publique), et sa véritable étendue — très limitée, très dérisoire — une première signification politique. Nous devons, moins hâtivement, faire le point des « bacchantes » avec lesquelles le fascisme italien — pour étouffer la petite bourgeoisie à l'intérieur du pays et l'opinion « publique » internationale — a voulu entourer le déclin du régime des chemises noires à la fin de son « décadent ».

Après tant de clameurs la « montagne » fasciste vient d'enfanter d'une ridicule souris d'Amnistie. On a déjà vu dans l'énorme disproportion entre le langage fait autour de cette amnistie (d'abord en l'honneur, ensuite en la rendant publique), et sa véritable étendue — très limitée, très dérisoire — une première signification politique. Nous devons, moins hâtivement, faire le point des « bacchantes » avec lesquelles le fascisme italien — pour étouffer la petite bourgeoisie à l'intérieur du pays et l'opinion « publique » internationale — a voulu entourer le déclin du régime des chemises noires à la fin de son « décadent ».

Après tant de clameurs la « montagne » fasciste vient d'enfanter d'une ridicule souris d'Amnistie. On a déjà vu dans l'énorme disproportion entre le langage fait autour de cette amnistie (d'abord en l'honneur, ensuite en la rendant publique), et sa véritable étendue — très limitée, très dérisoire — une première signification politique. Nous devons, moins hâtivement, faire le point des « bacchantes » avec lesquelles le fascisme italien — pour étouffer la petite bourgeoisie à l'intérieur du pays et l'opinion « publique » internationale — a voulu entourer le déclin du régime des chemises noires à la fin de son « décadent ».

LA LEÇON DES FAITS A PROPOS DE « L'OPPOSITION UNITAIRE »

Dans la Lutte des Classes, nous continuerons à examiner en détail toute une série de questions traitées il y a plusieurs mois dans la Vérité sous la rubrique « Pour éclaircir quelques problèmes », se rapportant à la formation et au développement international de l'opposition communiste de gauche. Bornons-nous ici à souligner brièvement que des faits récents viennent corroborer singulièrement la thèse que nous défendions quant à la tactique syndicale de la Ligue en tant que fraction politique, thèse qui fut à l'origine du départ de notre organisation du camarade Rosmer et de ses amis.

Nous avons souligné à cette époque que le travail syndical des oppositionnels devait avoir comme moyen nos fractions syndicales, que ces fractions composées d'oppositionnels devaient agir suivant la discipline de la Ligue et ne pouvaient subordonner l'orientation de leur activité syndicale à la discipline d'une organisation de tendance, plus large. Il va sans dire que ces fractions de syndiqués oppositionnels pouvaient fort bien se concerter pour l'action concrète dans les syndicats avec d'autres syndiqués appartenant à d'autres fractions politiques plus ou moins confuses.

En préconisant cette forme de notre action syndicale, nous appliquons un des principes élémentaires du travail des communistes dans les syndicats, principe figurant dans les statuts de l'Internationale communiste. Ce mode d'activité des communistes dans les syndicats a pour base la conception marxiste de la nécessité du Parti et de ses rapports avec les organisations économiques du prolétariat.

Il a été vérifié par l'expérience de l'I. C. Sa caricature : la reconnaissance par les syndicats du rôle dirigeant du Parti, n'est qu'une déformation bureaucratique et, si elle doit être rejetée, cela ne met pas en cause le principe lui-même.

Il est nécessaire d'observer ici que pour l'opposition (fraction du parti), agissant de l'intérieur et de l'extérieur du parti pour son redressement et la continuité de ses principes directeurs, le travail de fraction devait être plus serré que pour un Parti. En effet, des accords, des liaisons sur le plan de la lutte syndicale de tendances avec des éléments étrangers au communisme ou rejetés du communisme passagèrement par les fautes stalinienne, pouvaient compromettre les oppositionnels sur le plan primordial de leur activité politique. Des revendications de tendance syndicale : « Démocratie, unité » sont parfois mises en avant par des groupes d'une orientation générale diamétralement opposée et ce serait se compromettre que de se contenter de voter en commun, sans préciser l'orientation.

Une cohésion rigide de fraction ne pouvant en aucun cas interdire à celle-ci une tactique souple ; tout au contraire plus la fraction était robuste, plus elle pouvait se permettre une souplesse de tactique.

Cette conception qui a pour base, nous le répétons, les principes élémentaires de l'action communiste dans les organisations de masse était considérée comme sectaire, voire même « stalinienne » par les amis du camarade Rosmer (dont Gourget fut à cette époque le principal lieutenant) et il avait là les racines de divergences qui si elles créaient une brisure apparentement sur la tactique, portaient sur toute l'orientation de notre travail politique.

Il n'est pas surprenant que Rosmer qui fut en son temps un chaud partisan du comité anglo-russe, puis se trouva fort à l'aise pendant des années aux côtés de Motte et Chambelland à la Révolution Proletarienne ait été l'inspirateur de ce courant large : l'Opposition Unitaire dont l'objectif était le redressement de la C. G. T. U. C'est justement au sujet de cet objectif que se précisaient des divergences sur l'orientation de notre activité. Se fixer comme but le redressement de la C. G. T. U. est fort louable, mais un examen attentif basé sur la conception marxiste du rôle dirigeant des facteurs politiques sur les facteurs économiques, amène à la conclusion qu'on ne peut mener cette lutte au sein de la C. G. T. U. qu'en luttant sur le plan politique pour le redressement du noyau politique qui « anime » la C. G. T. U. et en opposant une orientation inspirée d'une politique à une autre orientation inspirée par le centrisme stalinien.

En réalité, sous prétexte d'« anti-sectarisme » et de « redressement de la C. G. T. U. », Rosmer et ses amis manifestèrent une tendance à l'indépendance de la lutte pour le redressement syndical à l'égard de la lutte pour le redressement du Parti, et n'hésitèrent pas à briser la fraction influente de cette lutte. En un mot, ces camarades s'éloignèrent de la voie communiste et suivirent la ligne de moindre résistance, tournaient le dos au travail plus rebutant certes mais plus impérieux de la lutte communiste pour la formation de cadres.

Nous laisserons volontairement de côté les polémiques stériles, nous n'établirons pas les déformations mensongères, nous mépriserons les calomnies personnelles, ce ne sont là que de pauvres moyens au service d'une pauvre polémique. Qu'il nous suffise d'observer que maintenant, Rosmer et ses amis, lesquels avaient accusé pendant des années la Ligue d'avoir « torpillé l'Opposition Unitaire », se rejettent entre eux cette accusation ! Voir à ce sujet Le Combat Unitaire, n° 3, « Précisons nos frontières », (Café des Syndicats, rue du Château-d'Eau).

Nous pourrions nous réjouir et polémiquer victorieusement mais il nous semble préférable de tirer les leçons politiques de cette lamentable histoire.

La seconde tentative pour créer une large « opposition unitaire » allant de Taillard (S. F. I. O.) à des membres du parti, tentative présidée il y a quelques mois par Domangot et animée par Rosmer, est maintenant brisée. Chacun des participants ou des groupes dessinent « leurs frontières » avec un seul souci : celui de s'accrocher aux basques des militants de l'Enseignement ! Bien entendu, une telle confusion politique entraîne sur les questions d'orientation manoeuvres et intrigues. Ardouin recommence dans le groupe de la gauche

LA VIE OUVRIERE

DÉFENDONS NOS SALAIRES ! LES CHEMINOTS RIPOSTENT A HERRIOT

Le gouvernement Herriot, aura certainement du fil à retordre dans les jours à venir, l'effervescence est grande parmi les fonctionnaires, cheminots, travailleurs des services publics devant les menaces gouvernementales de diminution des traitements et salaires.

La colère est d'autant plus grande, que c'est dans ces milieux que le gouvernement de gauche recrute sa clientèle électorale, et que ceux qui ont voté pour lui avaient la conviction que leurs conditions de vie seraient respectées.

Les communistes les avaient prévenus, mais en vain.

Mais il ne s'agit pas d'épiloguer sur le passé ; il s'agit pour l'instant de la défense des traitements de milliers de travailleurs et de profiter de l'occasion pour rassembler ces derniers en un bloc puissant contre les entreprises gouvernementales.

Il faut avouer que pour l'instant, l'initiative reste aux confédérées : poussées par la base, ils organisent par tout grands meetings, ou « les phrases ganchées » sont répandues à profusion.

En particulier chez les cheminots, les confédérés ont organisé le 23 octobre, 32 meetings dans les plus grands centres de France : leur Tribune du 15 avait un air de bataille, alors que la Tribune unitaire ne dépassait pas le ton d'une période normale ; nous aurons pourtant gagné à être les initiateurs du mouvement !

Nous savons que les confédérés veulent canaliser l'effervescence actuelle vers des buts qui vont à l'encontre des intérêts des camarades en lutte.

Il faut qu'à tout prix, nous reprenions l'initiative des mouvements ; il faut que nous obligions les dirigeants confédérés à marcher, ou bien les obligent à se démasquer devant leurs adhérents, que nous devons arriver à prendre nous notre direction.

Mais pour cela, il faut une tactique juste : il faut rejeter les conclusions du C. C. de notre parti qui contre les manoeuvres réformistes préconise la « politique hardie de front unique à la base ».

Déjà la vie impose des méthodes plus réalistes : au meeting des agents des P. T. T. du 26 octobre, Gourdeaux, secrétaire de la F. P. U. proposa l'organisation de l'Unité d'action.

« Commencer par la réunion rapide des représentants de TOUTES LES ORGANISATIONS SYNDICALES pour discuter du programme et de l'action commune, par un compte rendu à bref délai de cette entrevue dans un meeting grandiose, etc. » Très bien, paraît-il, nous approuvons l'initiative du secrétaire de la F. P. U. ; nous espérons que cette initiative sera suivie par toutes les organisations unitaires !

Mais n'est-ce pas là un exemple typique du front unique par en haut et par en bas, avec les chefs et avec les masses ? Cette initiative épouvante les chefs confédérés et elle enchantera les masses : tout est là ! Les chefs suivront puisés l'épée dans les reins ; s'ils ne suivent pas, les masses les abandonneront et viendront à nous.

Mais que le mouvement gagnierait en profondeur, en clarté, si le parti et la C. G. T. U. faisaient fuir, cette tactique au lieu de la subir ; si dans toutes les organisations nous recevions des directions précises d'avoir à faire des propositions de lutte en commun, de front unique, à tous les dirigeants de syndicats et d'organisations confédérées à tous les échelons, en popularisant profondément à la base les propositions faites aux sommets.

Les occasions nous manquent pas pour les faire connaître : par la presse corporative, par l'Humanité, la Vie Ouvrière, par tracts, par affiches l'appel adressé aux organisations voisines, pourrait être diffusé. Chaque fonctionnaire, chaque cheminot unitaire pourrait faire connaître cela à ses camarades de travail et la réimpression en serait formidable.

Les chefs confédérés en seraient très ennuyés ; c'est pour cela qu'il faut recourir souvent ; si cela les ennuie c'est que probablement ce serait avantageux pour nous.

Autre chose, très importante à voir dans l'attaque gouvernementale : tous les fonctionnaires, du haut en bas de l'échelle, seront atteints par des mesures économiques. Un inspecteur à 5000 fr. par an, qui devra abandonner 1500 fr. de son traitement sera aussi mécontent que le simple facteur. Les flics de Marseille eux-mêmes manifestent ! Des lézards s'ouvrent dans la muraille de défense bourgeoise.

Notre parti, la C. G. T. U. doivent surveiller cela de très près. Mécontentement dans le personnel dirigeant de nos administrations ; mécontentement dans l'organe répressif, il faut que nous montrions à ces gens-là, pour peu que nous montrons qu'ils soient, l'impression qu'en travaillant pour nous, nous travaillons aussi pour eux.

Il est certain qu'il ne faudrait pas avoir de grandes illusions sur l'aide qu'ils seraient susceptibles de nous apporter. Mais si nous pouvions seulement neutraliser nos chefs ; faire en sorte que la pression qu'ils exercent sur leurs subordonnés, chaque fois qu'un mouvement se amorçait, se transforme plutôt en sympathie. Nous n'oublions pas que Lénine, dans une circonstance autrement grave, n'hésita pas à lancer un appel aux assomés de toujours de la classe ouvrière, en les appelant « frères coques ».

N.-B. — Cet article était écrit avant la manifestation du 27 des cheminots parisiens ; des propositions de front unique furent faites par les dirigeants unitaires aux dirigeants confédérés ; elles furent renouées par le cartel unitaire. L'appui de cette initiative. Mais il ne faut pas s'arrêter au 1er échec, il faut la renouveler, constamment, par tous les moyens, afin que tous les cheminots et fonctionnaires soient convaincus que les seuls opposants à l'unité de front, sont les réformistes. Je constate une fois de plus que la vie impose un démenti profond à toutes les théories sur le front unique qui depuis quelques années avaient cours.

Le parti ne peut se sauver qu'en reconnaissant son erreur, et modifiant carrement sa tactique.

Un cheminot, membre du parti.

LETRES D'U.R.S.S. Lettre d'un ouvrier oppositionnel exilé

septembre 1932.

Nous subissons ici une cruelle et dure répression. Toutes les forces, toute l'attention de l'appareil sont tournées contre nous. En réalité, la seule force politique qui s'oppose à la direction bureaucratique sont les bolcheviks-léninistes.

En exil, et dans les isolements, il arrive toujours de nouveaux camarades. Les deux tiers des camarades emprisonnés dans les isolements ou exilés sont un surplus de peine de deux ans. Il en est de même en exil : deux ans de plus avec un déplacement dans des lieux mortels.

La majorité des oppositionnels déportés est déplacée de place en place ; il est fort rare qu'on reste en un lieu plus de six à huit semaines. En fait, tous les exilés se trouvent en déplacement constant, à la condamnation encore Lev Sénoukine Sosnovsky à deux ans d'isolement (isolement de Tobolsk).

Par ailleurs, il y a une reviviscence de nos rangs. Bien qu'ayant subi de grandes pertes et de destructions, nous croisons et mobilisons les ouvriers. L'état d'esprit est courageux et plein d'assurance. Un aflux a commencé. La partie ouvrière des capitulards trompés par les mois d'ordre « gauches » de la direction officielle, retournent à nouveau dans les isolements et en exil. Ces derniers temps, il s'est ouvert pour nous de larges camps de concentration.

L'état d'esprit des travailleurs est très pessimiste. Le mécontentement ouvrier s'extériorise déjà dans des grèves (par exemple dans l'Oural).

La situation matérielle des ouvriers empire de plus en plus : le salaire moyen balance entre 60 à 100 roubles. Et cela alors que les prix des produits de large consommation augmentent effroyablement ; après la destruction du marché privé, il y a un besoin particulier de produits alimentaires. Les marchés coopératifs khoklovs, menant une large spéculation et l'organisent ; ils monopolisent les prix, ils les élèvent quotidiennement.

Dans les marchés — de notre coin — 16 kilos de farine à 80 roubles ; 400 grammes de beurre : 10 roubles ; une douzaine d'œufs : 3 à 7 roubles ; un litre de lait — 2 à 3 roubles, etc.

Evidemment, les coopératives ne peuvent fournir tout cela, et la population acquiert ce qu'elle peut, par des voies à moitié légales, en sous-main. Aux réclamations des ouvriers sur le mauvais approvisionnement, la bureaucratie répond par l'accusation de « Trotskistes contre-révolutionnaires » et par l'exil. De tels « protestataires » sont ces derniers temps apparus en nombre en exil. Nous les appelons les « sauveurs » de la ligne, mais pour leur seul mécontentement.

Il s'est créé dans l'Union une telle situation que toutes les classes sont mécontentes : les ouvriers, les khoklovs, les mécontents individuels, etc.

Il se crée un grand travail pour rapprocher les intellectuels et les « conquérir », et en particulier les techniciens. On les transforme en une catégorie plus élevée et privilégiée, au-dessus des ouvriers et des khoklovs, on se rapproche de la bureaucratie du parti et des Soviét. Tout ceci se fait sous le mot d'ordre : « A bas l'égalisation ». La lutte contre les « égalisations » s'exprime en son fond comme une lutte contre les conquêtes politiques et économiques du prolétariat, qui sont déjà officiellement rejetées à l'arrière-plan. Toutes les mesures politiques et économiques ne sont exécutées uniquement qu'administrativement de haut en bas sous le contrôle du seul groupéou.

Mon chère camarade souvenir aux vieux et à tous les camarades.

Je vous envoie mon chaleureux souvenir au nom de nombreux amis, tous sont courageux et pleins d'espoir sur la victoire de la ligne de l'Opposition de gauche.

Ces derniers temps, comme par le passé, le prolétariat a acquis de fortes convictions et de l'héroïsme. Mais la situation alimentaire pénible, les extrêmement mauvaises conditions d'habitation et les harcèlements ininterrompus de la bureaucratie l'ont fortement ébranlé ; on sent, même dans les corps de choc du prolétariat, une profonde lassitude. Lassitude qui prend corps avec acuité dans la masse même du parti. Cette lassitude de la masse, de même que la non-reussite de la réalisation des expérimentations stalinistes, notamment dans le domaine de la collectivisation généralisée et la « destruction du koulack en tant que classe » ont créé un état d'esprit de dépression au sein de la bureaucratie du parti et des Soviét. Ceux qui tout dernièrement ont été des Soviét, ceux qui tout dernièrement ont été des « gens » de Staline, sont encore croyaient au « génie » de Staline, on entend de plus en plus : « Oui, nous n'avons pas de Lénine, il n'y a pas de véritable direction léniniste. » Mais cette désillusion, le bureaucrate ne peut encore l'exprimer qu'en soupirant, et rien que chez lui toutes portes fermées.

Certains, les vieux, traversent une profonde crise, ceux qui ne jouent aucun rôle dans l'appareil. Ils sont mécontents de la politique de Staline, le bureaucrate les oppresse, ainsi que la situation où ils sont complètement détachés des masses (l'appareil bureaucratique ne s'en est pas inquiété, ils gémissent et roupissent — mais rien qu'enfant quatre yeux. Presque aucun d'entre eux n'écrit. Insupportable est le sentiment qu'à chaque mot « les professeurs rouges » chercheront des déviations de droite ou de gauche des déviations et survéifications... Mais sous le couvert de l'engourdissement bureaucratique, dans l'atmosphère de lassitude et d'un état d'esprit général déprimé, on peut sentir la couche d'avant-garde du prolétariat (parti et sans-parti) au sein de laquelle l'esprit de l'opposition vit. Elle fait preuve d'une « état » héroïque, allant dans les rangs des travailleurs de choc, relève l'état d'esprit des masses fatiguées pour la grande construction du socialisme. Mais en même temps, elle intervient de plus en plus ouvertement, contre la politique bureaucratique et son entêtement, contre la politique d'auto-éducation de leurs personnels ainsi que des masses travaillantes. Elle cherche sa voie hors de l'imposée. Cette voie — c'est la voie de l'opposition léniniste.

« Le 31 octobre le Cartel unitaire confédéré autonome avait organisé un grand meeting. Le front unique s'est réalisé. Il y avait environ 1.500 à 1.800 auditeurs.

Le Maire cartelliste a refusé la salle de la Bourse du Travail, Bourne inaugurée il y a quelques mois, par Jouhaux. Les confédérés étant la majorité écrasante dans la Vienne, le fait est d'importance. Il a refusé de recevoir à deux reprises les délégués du Cartel.

Le Cartel central confédéré a refusé d'envoyer un orateur.

Un orateur de la C.G.T.U. ayant été demandé, on a jugé la-haut que l'affaire était de peu d'importance et personne ne s'est déplacé.

A la fin du meeting un cortège de 1.500 personnes a accompagné une députation à la préfecture. Un barrage de gardes mobiles a empêché la députation de passer et la manifestation s'est disloquée.

La carence de la C. G. T. U. a été sévèrement commencée par certains camarades. Leurs impressions c'est qu'il n'y a plus de bêta à faire. Un orateur de la C.G.T.U. aurait pu faire de ce meeting tout à fait pâle quelque chose de vivant, il aurait pu faire la critique du maire, du refus du cartel central confédéré, hier cela avec la présence d'Herriot et obtenu par la C.G.T.U. un succès remarquable, alors que tout reste confus ».

Le 29 octobre dernier, le Parti organisa un 2e meeting contre le fascisme italien. Ce meeting a été un échec complet. Une centaine d'assistants environ, tandis qu'à Marseille on compte plus de 250.000 italiens immigrés, dont un grand nombre victimes du fascisme.

Le camarade qui ouvre le meeting explique que le sabotage de l'affichage est la cause du manque d'ouvriers.

Aucun représentant italien du Parti n'est présent. Un camarade prend la parole et parle plutôt de l'amnistie en France que du fascisme. Après, le camarade Mouton prend la parole lui aussi en débattant que des phrases passe-par-tout sur le fascisme. A sa demande s'il y a des contradicteurs, notre camarade Pero monte à la tribune.

Il apporte la solidarité de l'opposition de gauche aux victimes du fascisme italien. Il fait l'analyse de l'échec du meeting. Il en donne deux causes principales : le sabotage des socialistes et l'éloignement des masses du P.C.

Il attaque à fond les socialistes en démontrant leur carence et leur mauvaise volonté dans la lutte contre le fascisme et dénonce la manœuvre de l'amnistie mussolinienne.

Il parle du front unique par en haut et par en bas qui seul permettra de démasquer définitivement les chefs socialistes (traîtres) et d'établir l'ensemble du prolétariat à l'action et à la lutte contre le fascisme et le capitalisme. Seule la voie de Lénine permettra au prolétariat d'aller à la victoire.

Notre camarade fut fortement applaudi.

C'est Mouton qui fit la réplique en opposant à la ligne léniniste le fameux front unique rien qu'il par en bas. Il ne s'est même pas aperçu que tandis qu'il parlait de la sorte, la C.G.T.U. était en train de « condamner » en appliquant aussi le front unique « par en haut » quoique de façon hésitante et équivoque comme ça sied à des centristes 100 %.

D'une lettre d'un vieux membre du parti

Moscou, 15 septembre 1932.

Je vous envoie mon chaleureux souvenir au nom de nombreux amis, tous sont courageux et pleins d'espoir sur la victoire de la ligne de l'Opposition de gauche.

Ces derniers temps, comme par le passé, le prolétariat a acquis de fortes convictions et de l'héroïsme. Mais la situation alimentaire pénible, les extrêmement mauvaises conditions d'habitation et les harcèlements ininterrompus de la bureaucratie l'ont fortement ébranlé ; on sent, même dans les corps de choc du prolétariat, une profonde lassitude. Lassitude qui prend corps avec acuité dans la masse même du parti. Cette lassitude de la masse, de même que la non-reussite de la réalisation des expérimentations stalinistes, notamment dans le domaine de la collectivisation généralisée et la « destruction du koulack en tant que classe » ont créé un état d'esprit de dépression au sein de la bureaucratie du parti et des Soviét. Ceux qui tout dernièrement ont été des Soviét, ceux qui tout dernièrement ont été des « gens » de Staline, sont encore croyaient au « génie » de Staline, on entend de plus en plus : « Oui, nous n'avons pas de Lénine, il n'y a pas de véritable direction léniniste. » Mais cette désillusion, le bureaucrate ne peut encore l'exprimer qu'en soupirant, et rien que chez lui toutes portes fermées.

Certains, les vieux, traversent une profonde crise, ceux qui ne jouent aucun rôle dans l'appareil. Ils sont mécontents de la politique de Staline, le bureaucrate les oppresse, ainsi que la situation où ils sont complètement détachés des masses (l'appareil bureaucratique ne s'en est pas inquiété, ils gémissent et roupissent — mais rien qu'enfant quatre yeux. Presque aucun d'entre eux n'écrit. Insupportable est le sentiment qu'à chaque mot « les professeurs rouges » chercheront des déviations de droite ou de gauche des déviations et survéifications... Mais sous le couvert de l'engourdissement bureaucratique, dans l'atmosphère de lassitude et d'un état d'esprit général déprimé, on peut sentir la couche d'avant-garde du prolétariat (parti et sans-parti) au sein de laquelle l'esprit de l'opposition vit. Elle fait preuve d'une « état » héroïque, allant dans les rangs des travailleurs de choc, relève l'état d'esprit des masses fatiguées pour la grande construction du socialisme. Mais en même temps, elle intervient de plus en plus ouvertement, contre la politique bureaucratique et son entêtement, contre la politique d'auto-éducation de leurs personnels ainsi que des masses travaillantes. Elle cherche sa voie hors de l'imposée. Cette voie — c'est la voie de l'opposition léniniste.

VIENT DE PARAITRE

La seule voie

par

L. Trotsky

1 vol. 1 fr. 50

Adresser les commandes à la Vérité

L'ECONOMIE SOVIETIQUE EN DANGER

DEVANT LE DEUXIEME PLAN QUINQUENNAL

par

L. TROTSKY

paraîtra dans le n° 44 de « La Lutte des Classes »

LA VÉRITÉ DES JEUNES

PARAIT CHAQUE MOIS DANS « LA VÉRITÉ ». — NUMERO DE NOVEMBRE. — ADRESSER TOUTE LA CORRESPONDANCE : 11, RUE DES ENVIERGES, PARIS (XX').

« L'opportuniste ne trahit pas toujours son parti, ne l'abandonne pas. Il le sert sincèrement et assidûment. Mais ce qui le caractérise surtout, ce sont sa soumission aux impressions momentanées, son incapacité de résister à la mode, sa myopie politique et son manque de caractère. L'opportuniste est le sacrifice des intérêts essentiels et durables du Parti à ses intérêts passagers, momentanés, secondaires. »
LENINE.

Pacifisme et bolchevisme

RÉPONSE AU CRI DES JEUNES

Dans un article ancien du « Cri des Jeunes », un quelconque Salençon nous fait part de citations des leninistes, qu'il a découvertes. Il nous les présente avec horreur. Car c'est là de la dynamique. De la dynamique révolutionnaire. Et la dynamique révolutionnaire fait peur aux petits Salençon.
D'abord il découvre que les communistes sont contre le boycottage de la guerre, pour le travail dans l'armée. Boycottage de la guerre ? Autant voudrait chariotuler un éléphant ! Et en quoi cette attitude déshonorée et isolée amènerait-elle la fin de la guerre ? Autre chose est quand l'action de masse devient possible grâce à l'affaiblissement du capitalisme de saboter la défense nationale, de travailler à la défaite de son impérialisme, non pas dans le but « moral » de se refuser à faire la guerre, mais pour hâter la fin du capitalisme dans son propre pays. Mais là il n'y a plus personne chez les sociaux-démocrates. Le « sabotage de la guerre », comme la paix pour eux c'est une berceuse, bonne en temps de paix, pour illusionner les prolétaires. Les communistes eux, veulent se mêler aux soldats de l'armée bourgeoise. Notre Salençon cite un bon passage de Fontenay « d'une façon générale, la guerre se dénoue dans un grand pays capitaliste, à un moment où l'opinion publique (dont le prolétariat ne réussit pas à s'isoler complètement), accepte l'idée du conflit. Alors ? Le prolétariat dans son ensemble, part. Et son avant-garde refuse de partir ? Elle refuserait de prendre les armes ? Elle refuserait de rester en contact avec la masse des soldats pour les inviter dans les circonstances favorables, à transformer l'agression impérialiste en guerre civile ? Ce serait une trahison. L'insurrection contre la guerre au moment de la mobilisation n'est généralement pas possible. » (Humanité 7 novembre 1931.)

Dans un récent leader du « Populaire », Renaudel, avec des termes dans le « Cri des Jeunes », le prolétariat et nous les gouvernements à renforcer cette malheureuse S.D.N., un vieux bateau coté du capital. Léning lui ne croit pas à la « bonne volonté » des impérialistes. Il croit que les guerres sont évitables en régime capitaliste et que le prolétariat doit se préparer à un nouveau cycle de guerres. Il pense que le rôle des marxistes n'est pas de chanter des cantiques pacifistes, mais de préparer les masses à l'éventualité d'un nouveau cycle de guerres impérialistes.

Il pense que, à partir du moment où la guerre est commencée, elle se développe avec sa logique implacable, elle mûrit les prémisses de la Révolution. Cette vérité marxiste, il la fait retentir aux oreilles des bourgeois et guerriers. « En ce moment, la bourgeoisie impérialiste prépare les masses, non seulement tout le peuple, mais même les adolescents. Demain elle pourrait, au besoin, militariser aussi les femmes. Nous devons dire : Tant mieux ! qu'on se hâte ! Plus on ira vite, plus vite nous en viendrons à l'insurrection armée contre le capitalisme ! » (Contre le Courant II)

Le quelconque Salençon suppose son lecteur « effaré peut-être » après cette lecture : « Mais, direz-vous, effaré peut-être, ce n'est que de la théorie tout ça » essayez-le de se rassurer. Le pauvre aurait été « effaré certainement » s'il avait su que les bolcheviks ont aussi fait passer cette « théorie » dans la « pratique ». Mais Salençon n'a jamais entendu parler de la Révolution russe.

Ensuite il découvre que les bolcheviks ne sont pas des pacifistes, qu'ils sont non seulement pour la guerre civile du prolétariat contre

la bourgeoisie, mais même pour les guerres nationales des peuples opprimés contre les impérialismes.
« Dans une guerre réellement nationale, les mots « défense de la patrie » ne sont pas une duplicité et nous ne sommes pas du tout contre » (Œuvres complètes de Léning, t. 13, p. 342). De même dans les guerres de 1848, de 1870, dans les guerres nationales de l'Allemagne et de l'Italie, Karl Marx et Engels n'étaient pas du tout neutres. Car les communistes ne considéraient pas du tout la guerre du point de vue sentimental, mais du point de vue de la lutte des classes.
Pour le petit bourgeois socialiste, toutes les guerres « se valent » parce qu'elles sont toutes sanglantes. Les communistes, considérant les guerres comme les autres phénomènes du régime capitaliste savent que les guerres mêmes nationales ne sont pas toutes semblables pour les prolétaires. Par exemple la guerre qui écraserait la révolution russe serait pour la classe ouvrière mondiale une défaite catastrophique ; au contraire la guerre qui libérerait du joug de l'impérialisme le prolétariat indochinois donnerait à la révolution prolétarienne en Indochine et aussi en France, une formidable impulsion.

A plus forte raison, nous sommes partisans de « l'intervention » de l'armée rouge dans la lutte entre le prolétariat des autres pays et leur bourgeoisie. La question ne se pose nullement sous l'angle géographique — pour nous les frontières n'ont de raison d'être que pour les bourgeois. Elle se pose sous l'angle de classe. Les prolétaires russes en armes avaient-ils le « droit » d'aider leurs prolétaires géorgiens et polonais à régler leur compte à leur bourgeoisie ? Pierre philistin qui ne comprend pas que c'était pour eux dans la mesure où ça correspondait à leurs forces, non un « droit », mais le plus impérieux des devoirs !
« Un autre point de tactique à mentionner, c'est le droit à l'intervention rouge. Le prolétariat ne conquerra pas le monde comme l'y invite le « Manifeste Communiste » avec le petit doigt. Il n'y arrivera qu'à l'aide de balonnettes et de fusils. »

Enfin, notre social-démocrate est horrifié parce que les bolcheviks affirment le droit de l'Etat prolétarien de conclure une alliance militaire avec un gouvernement bourgeois pour renverser un autre bourgeois. Nous examinerons dans un article ultérieur la question qui est complexe et spécialement l'application à l'Allemagne de 1933. Mais n'est-il pas évident que — si il en a la force, l'Etat prolétarien peut conclure une alliance avec la Chine ou un gouvernement national mandchou contre l'impérialisme japonais qui les écrase, donner par son intervention un levier formidable au prolétariat de ces divers pays. En ce cas, le prolétariat de tous les pays est bien d'aider de toutes ses forces l'U.R.S.S. et ses alliés.

Tout cela, l'« Avant-Garde » qui dispose de 4 pages chaque semaine, avait le devoir de l'exposer non pas dans un article mais patiemment dans une série d'articles. Elle n'a pas même répondu aux questions posées par le « Cri des Jeunes ». Les dirigeants « centristes » n'ont pas pu répondre. Ils n'ont pas pu exposer systématiquement la doctrine leniniste aux jeunes ouvriers, car elle est en contradiction formelle avec leur campagne de pacifisme « ami de l'U.R.S.S. La doctrine leniniste s'oppose irréductiblement à la barbaquade d'Amsterdam dans laquelle on a emprêté la J.C. Les socialistes en tirent argument contre le leninisme. Nous contre l'opportuniste d'Amsterdam.

Les « Jeunes Syndiqués » unitaires de la R. P.

La situation est catastrophique. Le VII^e Congrès de la XX^e U. R. nous indique 30 commissions de jeunes. Mais nous savons ce que cela veut dire : on nomme un jeune au conseil syndical et l'on baptise cela commission de jeunes. En réalité il n'existe de section de jeunes réelles qu'aux syndicats des P. T. T. (100 j.) Coiffeurs (100 j.), Métaux, Bois, Alimentation, 2 sections locales : VII^e et Puteaux-Suresnes.

En 1^{er} année le travail parmi la jeunesse ouvrière s'est réduit à une action dans les usines : Syda (Alimentation), Boulanger, Barus et Linger (Alimentation) et 4 usines de métaux. En fin de compte les jeunes bureaucrates s'aperçoivent que : « Malgré cette combativité, nos organisations ne recrutent pas énormément » (Rapport d'activité présenté au VII^e congrès de la XX^e U. R.). J. Bondes dans la V. O. du 7-10-32 nous indique que : « Ces différents moyens pourraient empêcher la fluctuation des effectifs jeunes dans notre syndicat, et permettre une reprise collective des cartes en 1933 ». La jeune bureaucratie syndicale elle-même jette le cri d'alarme : nos sections de jeunes ne recrutent pas, il faut faire des efforts pour retenir les jeunes qui s'en vont ! A cela Raynaud (secrétaire de la XX^e U. R.) répond en traçant une ligne de conduite inflexible : réorganisation des commissions, création de sections de jeunes. Pourquoi cela n'a-t-il jamais été fait, ça ne regarde pas la direction de la XX^e U. R. ; pour elle, c'est parce que les jeunes ne font rien. Pourquoi les jeunes ne font rien et ne peuvent rien faire, cela la bureaucratie ne s'en occupe pas et ne le sait pas.

Pour la commission des jeunes syndiqués de la XX^e U. R. la cause la plus profonde de cette situation catastrophique est est due au fait que les syndicats sous-estiment « la question jeune » (U. O. 7-10-32). Langet (jeunes syndiqués) au Congrès de Magie-City, cite même le cas suivant : « Bien des syndicats de la majorité n'ont pas voulu distribuer des cartes de jeunes syndiqués... » (V. O. 20-11-31). Évidemment ce n'est pas avec une telle mentalité que l'on renforcera les sections de jeunes. Ceci est un exemple vivant de la mentalité des bureaucrates. Pour Nay c'est la politique syndicale du Parti et des Jeunes Communistes qui est la cause de ces déceptions, de ces débandades continuelles.

En 1930, l'I. C. J. s'aperçoit qu'il n'y avait presque pas de jeunes communistes dans les syndicats rouges (Internationale de la jeunesse, octobre 1930). Les dirigeants de l'I. C. J. ne s'embarassent pas pour si peu. — Ah ! il n'y a pas de J. C. dans les syndicats ? — Bon. — Attendez. — Ça va venir. — Et le C. E. de l'I. C. J. décide le passage de 10.000 membres au travail syndical. En avril 1931 notre malheureux et pitoyable C. C. des J. C. F. en vertu de la loi du retardement ordonne l'envoi (sur commande !) de 100 J. C. dans la C. G. T. U. (Résolution de C. C. au pas de charge, camarades !). Toujours en vertu de la loi du retardement en 1932 cela aurait dû être réalisé, il n'en est rien ; et il n'existe pas une fraction de J. C. dans les sections de jeunes. Les erreurs de la politique syndicale ne se réparent pas avec des décrets bureaucratiques.

Pour nous les sections de jeunes ont deux tâches à remplir :

1. — Conquérir et organiser la jeunesse ouvrière pour sa défense contre l'exploitation capitaliste.
2. — Eduquer cette jeunesse, aviver sa conscience de classe.

Ce n'est que dans la mesure où le syndicat a une politique juste qu'il peut conquérir les jeunes ouvriers. Dans le prolétariat se dessine un grand mouvement en faveur de l'unité syndicale. Dans la mesure où la C. G. T. U. n'a pas une politique juste, loyale sur l'unité, dans cette mesure les ouvriers s'écartent des syndicats rouges. En proposant l'unité à la C. G. T. sur des bases loyales à savoir le respect de la démocratie ouvrière et le droit de fraction la C. G. T. U. conquerrait une très grande sympathie parmi les travailleurs et elle entrerait dans la centrale confédérée avec les honneurs, et cela serait déjà une grande étape vers la conquête des réformistes, aux idées révolutionnaires et communistes. (Dans un prochain article nous étudierons la question politique).

Eduquer les jeunes, leur apprendre l'histoire du syndicalisme, l'histoire des luttes de classe etc., tel est aussi le rôle des sections de jeunes. Pour cela nous proposons quelque chose à nos camarades. Nous pensons que ce devrait être le rôle des comités intersyndicaux d'éduquer les jeunes. Car il est plus facile pour un cours de réunir tous les jeunes sur la base locale, que de la faire courir soit à la Bourse, soit à la Grange-aux-Belles, ce qui bien souvent est matériellement impossible pour les camarades de banlieue et même de Paris. Ceci est un point très important car il ne suffit pas de conquérir les jeunes il faut savoir les garder.

R. G. D.

Quelle attitude faut-il avoir vis-à-vis du courant de gauche dans la jeunesse socialiste ?

Le mouvement d'Amsterdam a permis de constater le profond courant de gauche qui se développe dans les jeunesses socialistes. Ce mouvement est très différent dans des régions comme Lille avec une large base prolétarienne et une forte organisation (foyer, etc...) dans des fortes sections comme Clermont-Ferrand, dans les différents arrondissements de Paris de composition sociale variée comme le XVI^e où nous avons porté véritablement la contradiction chez les étudiants socialistes ou dans des pays vierges comme la Vendée. Il comporte toutefois des caractéristiques générales que les Jeunes Communistes doivent comprendre afin de ne pas aborder ces camarades avec des formules stéréotypées de l'agit-prop mais de faciliter sérieusement leur évolution vers le communisme.

Les Jeunes Socialistes « de gauche » se reconnaissent essentiellement à 3 caractéristiques essentielles :

1) Leur désir d'apprendre. — Ces camarades ne se renferment pas du tout sur eux-mêmes. Ils veulent lire et discuter. Sans doute cette curiosité intellectuelle revêt parfois — surtout chez les intellectuels, un caractère petit-bourgeois semblable à l'éclectisme de nombreux « Amis de Monde » qui cherchent à enrichir leurs connaissances. Mais presque toujours elle a pour mobile un certain trouble dans la confiance vis à vis de leur Parti et un désir sincère de servir au mieux les intérêts de la classe ouvrière.

2) Leur désir de lutte. — Ils veulent le combat, la grève, l'action directe et protestent contre les palabres et les compromis de trahison de leurs chefs. Ainsi certaines sections, (St-Quentin par exemple) étaient les plus ardentes pour une action concrète contre la guerre. C'est évidemment la réaction la plus saine et celle qui peut permettre leur évolution la plus complète ;

3) Leur désir d'unité. — Ils veulent un parti d'où seraient exclus tous les éléments sociaux chauvins à la Renaudel, voire les équilibristes qui font un peu de bascule entre la « droite » et la « gauche » — et où pourraient revenir les éléments prolétaires communistes. — Ici apparaissent ensemble les traits positifs et les traits négatifs de ce mouvement de gauche. En tant qu'il veut chasser les éléments qui n'ont rien de commun avec la classe ouvrière et retrouver l'unité avec les communistes parce qu'ils sont les frères des classes révolutionnaires, il manifeste une conscience de classe plus saine. En tant qu'il développe l'utopie réactionnaire d'un parti politique commun des fusilliers et des insurgés, des sociaux chauvins et des communistes, des défatistues et des pacifistes, il a pour fonction de brouiller les frontières entre les partis fondamentalement opposés et de semer une confusion mortelle qui peut seulement servir de couverture aux pires réformistes, ennemis de la classe ouvrière.

Il appartient aux communistes de fortifier ce qu'il y a de progressif dans ce sentiment et de ruiner les germes réactionnaires qu'il contient. Si l'on excepte certaines régions (comme Lille) où on leur inculque un « guesdisme » figé, les J. S. de gauche ne croient pas avoir de divergences principales avec les J. C. Ils leur reprochent soit leur régime intérieur, disant : « Dans les J. S., au moins, si on n'est pas d'accord, on peut discuter » (2 ?)

Ils reprochent au Parti Socialiste ses compromissions bourgeoises, son libéralisme à l'égard des Renaudel, son refus de l'action commune avec les communistes. Mais ce serait une grande erreur de croire que, selon le cliché de « l'« Avant-Garde » ils se « dressent » contre leurs chefs traités. Ils ont le sentiment d'avoir choisi eux-mêmes leurs chefs (1) Ils attaquent seulement les représentants les plus cyniques de la « droite », tout en respectant les « belles figures » (1) du Parti Socialiste comme Blum et P. Faure et les chefs de la « gauche ».

Ils tiennent à leur organisation : ils abandonnent des sections comme la section anglaise ou allemande mais soutiennent leur Internationale et leur Section nationale (« le P. S. n'a jamais exercé le pouvoir en France... » etc...)

Il faut comprendre les Jeunes Socialistes de gauche tels qu'ils sont en réalité, non pas comme nous voudrions qu'ils soient. Or quelle a été la politique de la J. C. à leur égard ? Quand elle a commencé à s'apercevoir que les J. S. existaient et progressaient, la direction centriste a fait des déclarations creuses sur « la main fraternelle tendue aux jeunes ouvriers socialistes » mais elle n'a déterminé dans la J. S. ni le moindre mouvement vers la J. C. ni un mouvement véritable de front unique. Toute sa sagesse politique s'est résu-

mée en cette formule théâtrale : « Avec les Jeunes ouvriers socialistes toujours, avec la Jeunesse Socialiste jamais ». Malheureusement, si l'on excepte le mouvement d'Amsterdam (que nous examinerons plus loin) on ne sait pas où et quand on a été réellement avec les jeunes ouvriers socialistes. Ces derniers considéraient comme une rigolade cette action commune qu'on leur offrait... sans leur organisation et contre elle.

Aussi au 7^e Congrès la direction devait avouer : que le seul exemple de front unique avait été la défense de l'A. G. dans le XX^e. En fait, à part quelques très rares camarades (par exemple le secrétaire de la Fédération de l'Aisne) — communiste mili-

tant dans la J. S. il n'y a eu aucun mouvement vers les J. C. La direction J. S. a pu rationner sur les quelques cas de camarades gagnés à la J. C. pendant que des défections assez importantes se faisaient en sens inverse.

Cela n'a pas empêché « L'« Avant-Garde » de faire un battage frénétique autour d'un inexistant « front unique » à la base ». Le seul cas d'un tel front unique qu'elle a reconnu par la suite, la défense de l'« Avant-Garde » par les J. S. du XX^e a été grossie démesurément. En fait seulement quelques camarades J. S. avaient défendu nos vendeurs à Vincennes et ils cessèrent dès qu'ils virent comment on interprétait leur geste — comme une gifle à leur organisation ! — Une telle politique de bluff et d'insultes a soulevé les plus rebelles des jeunes socialistes à leur organisation et à leurs chefs, dans un mouvement instinctif de défense. Elle en a fait rendre le plus grand service aux politiciens démagogues et retors de la direction des J. S., les Dumont et consorts.

Le seul moyen de détacher de leurs chefs et de leur organisation les jeunes ouvriers socialistes sincèrement révolutionnaires, c'est de leur montrer par des faits comment la J. S. se refuse à toute action révolutionnaire — même pour des objectifs minimes — que lui offrent les communistes ; comment, si elle accepte de mener cette lutte elle la freine constamment et la trahit. C'est là la tâche d'une juste politique de front unique.

Or les dirigeants eux-mêmes doivent avouer qu'une telle politique n'existe pas. Par exemple dans un article sur la littérature des jeunes, dans les « Cahiers du Bolchevisme » le camarade Pierre, critiquant la brochure populaire éditée par les J.C. « Châmes de Misère » (Châmes de Combat !) souligne « une conception tout à fait erronée du problème principal du moment, du front unique » qui s'étale dans un chapitre naïvement intitulé : « la réalisation du front unique » — « Nous apprenons, écrit le camarade Pierre, que la cellule avait publié une lettre ouverte aux jeunes ouvriers socialistes, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes. En matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut-être que les autres ouvriers se seraient déclarés solidaires avec lui et aient envoyé une délégation auprès de la direction pour réclamer sa réintégration ? Ou que les jeunes ouvriers socialistes à l'équipe socialiste, déniant le chef d'équipe socialiste qui malmait les jeunes, en matière de répression, celui-ci fait renvoyer un des jeunes communistes et ce geste a déclenché l'agitation. Vous attendez peut